



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

39 | 2009

Le monde de l'imprimé: des territoires aux acteurs -
Education et politique - Histoires politiques

Femmes et citoyenneté dans la Grande-Bretagne du XIXe siècle : reconnaissance de l'égalité ou de la différence des sexes ?

Equal or Different? Women's claim for citizenship in XIXth-Century Britain

Martine Monacelli



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/3937>

DOI : 10.4000/rh19.3937

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 10 décembre 2009

Pagination : 129-143

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Martine Monacelli, « Femmes et citoyenneté dans la Grande-Bretagne du XIXe siècle : reconnaissance de l'égalité ou de la différence des sexes ? », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 39 | 2009, mis en ligne le 15 décembre 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/3937> ; DOI : 10.4000/rh19.3937

Tous droits réservés

MARTINE MONACELLI

*Femmes et citoyenneté dans la Grande-Bretagne
du XIX^e siècle : reconnaissance de l'égalité
ou de la différence des sexes ?*

En France comme en Grande-Bretagne, la récente législation destinée à faciliter l'accès des femmes aux mandats électoraux et aux fonctions électives a provoqué une vive controverse qui, après avoir divisé les partis politiques¹, n'a pas épargné le mouvement féministe². Que ce soit sous forme d'une loi constitutionnelle ou de mesures de discrimination positive, l'inscription du genre dans la citoyenneté, dénoncée par les militantes féministes égalitaristes comme contraire à la neutralité sexuelle du corps électoral³, a reposé la question du statut politique de la femme et de la différence des genres dans l'espace civique. Cette question était au centre des débats suffragistes dès leur origine. Moins médiatisé qu'en France, le débat britannique est d'autant plus passionnant qu'il paraît aller à l'encontre de la thèse avancée par Pierre Rosanvallon qui fait de la Grande-Bretagne un cas à part – ce qui expliquerait que les femmes y aient obtenu le droit de vote avec 26 années d'avance

1. En Grande-Bretagne, côté travailliste, l'introduction des *women shortlists* (listes composées uniquement de femmes) n'a pas fait l'unanimité : Mo Mowlam (1949-2005), l'une des figures féminines les plus marquantes du premier gouvernement de Tony Blair, avait exprimé de fortes réserves ; dans les rangs des Libéraux démocrates l'on refuse de voir dans ces représentantes alibi (*token women*) les égales politiques des hommes (Emily Robinson, 'A woman's right to stand, Should equal representation be guaranteed?', *New Politics*, n° 5, mars 2007). Quant à la conservatrice Anne Widdecombe, députée depuis plus de vingt ans, elle n'a pas mâché ses mots contre la *A-list* (liste prioritaire contenant plus de 50 % de femmes candidates) proposée par son parti (voir l'article de Simon Walters, 'Cameron to force Tory "stick in the mud" to select more women MPs', *Daily Mail*, 19 août 2006). En France, la controverse autour de l'idée de parité a d'abord traversé les frontières gauche-droite. Toutefois, le vote de la loi, unanime à l'Assemblée, est venu rapidement clore la polémique : Mariette Sineau, « Institutionnalisation de la parité : l'expérience française », dans Julie Ballington et Marie-José Protais [dir.], *Les femmes au parlement. Au-delà du nombre*, Stockholm, International IDEA, 2002 (1^{re} édition en anglais 1998), pp. 121-132. Sur le même sujet voir Michèle Riot-Sarcey, *Histoire du féminisme*, Repères, Paris, La Découverte, 2002.

2. On se souviendra en France qu'Élisabeth Badinter a pris la tête de ce mouvement anti-parité (voir *Fausse route*, Paris, Odile Jacob, 2003). Voir également Évelyne Pisier, « Des impasses de la parité », *Cahiers du Gedisst*, n° 17, 1996, p. 65-72 ou Béragère Marques-Pereira, *La citoyenneté politique des femmes*, Compact, Paris, Armand Colin, 2003.

3. Le corps électoral est défini comme fondamentalement universel. En théorie l'individualisme abstrait, c'est-à-dire qui abstrait les individus de leur contexte social différenciateur – naissance, sexe, race, fortune – affirme qu'il y a des droits humains universels et naturels qui doivent être garantis par la loi. Les opposants à la parité se réclament de la pensée républicaine de Condorcet et de ses disciples qui avaient défini l'individu comme une abstraction désincarnée, incluant par conséquent les femmes, et qui réclamaient à ce titre le suffrage universel.

sur la France. À cause de sa particularité, des déterminations de son sexe qui la renvoyaient sans cesse à son rôle domestique (et bien entendu des préjugés de l'époque sur la nature féminine), la Française ne fut pas reconnue comme citoyenne par les révolutionnaires français qui opposèrent le droit de cité des hommes aux droits de famille des femmes. Mais en Grande-Bretagne, selon Rosanvallon, ce fut l'inverse; le fait de constituer pour les mêmes raisons un groupe social bien distinct – « la différence des femmes par rapport aux hommes en tant que sexe (*gender*) »⁴ – fut à l'origine même de l'intégration des Britanniques dans la sphère politique : « les femmes conquièrent des droits politiques en raison de leur spécificité. On considère qu'elles introduisent des préoccupations et une expertise propres. C'est donc en tant que membres d'un groupe, représentant des intérêts particuliers, que les femmes sont admises à voter. Le vote des femmes s'inscrit dans la perspective d'une représentation des spécificités : c'est en tant que femmes, et non en tant qu'individus, qu'elles sont appelées aux urnes »⁵.

Selon Pierre Rosanvallon, si l'on retrouve dans les débats britanniques les mêmes préjugés envers les femmes qu'en France, ces derniers auraient en quelque sorte fonctionné positivement. Cette thèse nous semble contestable sur plusieurs points⁶ et un retour sur la polémique déclenchée par le sujet en Grande-Bretagne dans les années qui conduisirent au vote de la loi de 1918 s'impose pour saisir la genèse de la reconnaissance de l'existence politique des Édouardiennes dans toute sa complexité.

LES CRITÈRES D'ATTRIBUTION DE LA CITOYENNETÉ EN GRANDE-BRETAGNE

On ne peut contester que les critères d'attribution de la citoyenneté en Grande-Bretagne ont toujours été radicalement distincts de ceux de la France où le suffrage est lié à la reconnaissance du statut d'individu autonome, où il est dérivé du principe d'égalité politique entre tous (les hommes). Outre-Manche, il se fonde sur la capacité des individus d'un même groupe économique à exercer le pouvoir. Sir Frederick Banbury, député aux Communes, le rappelait encore très clairement à la veille de la quatrième réforme électorale :

4. Pierre Rosanvallon, « L'histoire du vote des femmes, Réflexion sur la spécificité française », dans Georges Duby et Michelle Perrot (dir.), *Femmes et histoire*, Paris, Plon, 1993, p. 85.

5. *Idem*, p. 82.

6. Ne serait-ce que parce qu'en Angleterre aussi la masculinité a longtemps constitué la vertu civique par excellence (voir sur ce point Anna Clark, 'Gender, Class and Nation: Franchise Reform in the Long Nineteenth Century', dans James Vernon (ed.), *Re-reading the Constitution*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996. Voir aussi Catherine Hall, Keith McClelland et Jane Rendall, *Defining the Nation : Race, Gender and the British Reform Act of 1867*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000). En outre, on pourrait également se demander pourquoi les femmes ont dû attendre jusqu'en 1918, pourquoi la parité fait débat et pourquoi les femmes ont été victimes d'une discrimination politique qui a rendu les mesures paritaristes nécessaires.

« depuis des générations nous ne reconnaissons à aucun homme le droit abstrait de voter. L'existence d'un tel droit est une théorie aussi morte que Rousseau. Le vote n'est pas un droit. C'est une capacité accordée pour des raisons d'intérêt général à une partie de la population jugée par l'État tout entier apte à l'exercer pour le bénéfice de la communauté tout entière. »⁷

En d'autres termes, aucun homme n'est fondamentalement citoyen, il doit d'abord faire preuve de citoyenneté avant de devenir membre de la nation. Témoin ce qu'affirmait en 1893 John Viriamu Jones, partisan du suffrage féminin : « n'est-ce pas un principe fondamental de notre système parlementaire qu'à partir du moment où un membre de la communauté, sain d'esprit et d'âge mûr, possède les revenus stipulés par la loi, fait preuve de bonne conduite et s'avère capable de [...] juger avec intelligence les affaires publiques, il doit avoir le moyen constitutionnel d'exprimer son opinion par le vote ? C'est de là que doit essentiellement partir notre raisonnement »⁸. Plus clairement encore, la journaliste Elisa Lynn Linton s'oppose au mouvement suffragiste féminin en définissant le vote comme un « privilège politique » que l'on ne pouvait acquérir qu'après avoir fait la démonstration de sa « conscience politique »⁹.

Aussi, en 1832, le suffrage ne fut-il pas octroyé comme un droit, mais comme une « concession aux classes moyennes dont l'honorabilité financière et intellectuelle s'était considérablement accrue » ; selon les mots mêmes de Lord Grey, ce fut une mesure fondamentalement conservatrice, basée sur la propriété foncière « qui ne risquait pas de renverser la forme de gouvernement existante »¹⁰. De la même manière en 1866, Beales, président de la *Reform League*, déclara les ouvriers qualifiés aptes à la citoyenneté non seulement en raison de leurs revenus, mais aussi parce qu'il les sentait disposés à « préserver l'ordre public, les droits du capital et de la propriété, l'honneur, la puissance et la richesse de leur pays »¹¹. De son côté Gladstone souligna aussi combien leur soutien de la cause nordiste aux dépens de leurs propres intérêts économiques témoignait de leur maturité politique¹². Il ne pilota pas la troisième réforme électorale différemment.

7. *Parliamentary Debates*, 5^e série, volume 94, 19 juin 1917, colonne 1642 (par la suite, pour les volumes et séries déjà cités nous n'indiquerons plus que la date et la colonne).

8. J.[ohn] V.[iriamu] Jones, *The Enfranchisement of Women. A Speech Delivered at a Meeting of the Central National Society for Women's Suffrage, on April 18th*, London, Women's Printing Society, 1893, p. 3.

9. Eliza Lynn Linton, 'The Modern Revolt', *Macmillan's Magazine*, volume 23, décembre 1870, p. 147. Sur les « Women Antis », voir la note 31.

10. Cité par Michael Brock, *The Great Reform Act*, London, Hutchinson Press, 1973, p. 136 et 152.

11. Catherine Hall, 'Rethinking Imperial Histories: The Reform Act of 1867', *New Left Review*, volume 208, 1994, p. 18. Voir aussi l'article de Keith McClelland, 'England's greatness, the working man', dans Catherine Hall, Keith McClelland, Jane Rendall (eds), *Defining the Victorian Nation. Class, Race Gender and the Reform Act of 1867*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

12. L'industriel Robert Warden pensait de même : « dans les diverses occupations où elles sont employées les classes ouvrières ont montré une telle énergie, intelligence et persévérance qu'elles méritent à présent le droit de vote » (Michael Brock, *The Great Reform Act*, ouv. cité, p. 17).

Ce suffrage à la fois censitaire et capacitaire est le fruit d'une tradition pragmatique invariable que l'on trouve utilement commentée dans un pamphlet de 1832. Ce pamphlet, largement influencé par les idées d'Adam Smith, décrit la société politique avant tout comme une entité devant être régie par des considérations strictement économiques, « comme une société par actions dont les membres sont en quelque sorte les actionnaires »¹³. L'auteur poursuit un peu plus loin que « les êtres humains jouissant généralement d'un degré d'intelligence à peu près égal, l'on pourrait considérer avec raison qu'ils jouissent d'un droit égal de suffrage » ; or il n'en est rien dès lors qu'il s'agit des affaires publiques, « car il serait injuste que l'homme pauvre jouisse d'un pouvoir que ses revenus ne l'autorisent pas à exercer, même si son jugement est sûr et son instruction immense »¹⁴.

Pourtant, contre toute attente, on y énonce l'existence d'un droit universel entre les individus des deux sexes : « tous ceux qui en ont la capacité et l'inclination devraient pouvoir voter sans distinction de sexe, d'âge ou de condition »¹⁵ – dont on retient surtout qu'il n'est pas considéré suffisant pour fonder la citoyenneté : « mais cela ne signifie pas nécessairement que tous les individus doivent avoir une part d'influence égale en matière de représentation »¹⁶. Limitée à la sphère domestique par son rôle biologique, la femme avant tout épouse et mère, s'est longtemps trouvée ainsi exclue par la nature de tout pouvoir politique public. Il fallut attendre le traité d'une jeune radicale, Mary Wollstonecraft, en 1792 pour renverser le courant et affirmer au contraire que les droits politiques de la femme se fondent sur la valeur sociale de la maternité. Reprenant sur ce point les idées de l'Abbé de Saint-Pierre, dans *A Vindication of the Rights of Women*¹⁷, Wollstonecraft argue en effet que chaque mère jouit de droit de la pleine citoyenneté en raison de sa spécificité – la reproduction de l'espèce et l'éducation des enfants, donnant ainsi naissance au concept de « maternité républicaine » qui, par la suite, n'a cessé d'alimenter la revendication suffragiste¹⁸ par l'intermédiaire de ses figures de proue, que ce soit au sein de la *National Union of Women's Suffrage Societies*

13. *Idem*, p. 4.

14. *Idem*, p. 8.

15. Anonyme, *On the Right of Suffrage, or Title to Vote in the Constituting of Political Representatives*, Glasgow, Atkinson, 1831, pp. 4-5.

16. *Ibidem*.

17. Quelques années auparavant la théologienne Mary Astell (*Reflections Upon Marriage*, London, R. Wilkin, 1706, 3^e édition) et Lady Wortley Montagu, sous le pseudonyme de Sophia (*Woman Not Inferior to Man or a Short and Modest Vindication of the Natural Right of the Fair Sex to a Perfect Equality of Power, Dignity, and Esteem with the Men*, London, John Hawkins, 1739), avaient également dénoncé l'assujettissement des femmes, mais *A Vindication of the Rights of Women, With Strictures on Political and Moral Subjects*, London, 1792, est considéré comme le texte fondateur du mouvement féministe.

18. Bien que Mary Wollstonecraft affirme que femmes et hommes jouissent de la même rationalité, il n'en demeure pas moins que la valeur civique et sociale de la maternité reste un aspect fondamental de sa pensée, à l'origine du « dilemme » du féminisme qui nourrit la critique contemporaine (voir par exemple Barbara Caine, *English Feminism, 1780-1980*, Oxford, Oxford University Press, 1997, pp. 23-43, mais aussi Carol Pateman, *The Disorder of Women. Democracy, Feminism and Political Theory*, Cambridge, Polity Press, 1989).

ou de la *Women's Social and Political Union*. La spécificité féminine fut si souvent invoquée par les militantes au cours de la campagne que l'on pourrait penser en effet que l'Angleterre constitue un cas à part. Un pamphlet comme *Home and Politics* par exemple, dans lequel Millicent Fawcett affirme sa volonté de renforcer la vraie féminité dans la femme et de faire peser la dimension féminine et domestique des choses dans les affaires publiques, a d'ailleurs conduit Pierre Rosanvallon directement à sa thèse.

RECONTEXTUALISER LE DISCOURS SUR LA DIFFÉRENCE DES SEXES

Cependant ce discours essentialiste¹⁹ ne peut être analysé ni compris sans le contexte socio-historique qui le produisit²⁰. Rappelons qu'à partir des années 1860²¹ le suffragisme prend son essor en Grande-Bretagne, dans un contexte dominé par une appréhension biologiste des rapports sociaux. La perspective d'une égalité quelconque entre hommes et femmes – que celles-ci réclament le droit de vote, de faire de la bicyclette, ou de passer des diplômes à Oxbridge – fit en effet surgir des peurs viscérales, celle de la masculinisation de la femme ou de l'indifférentiation sexuelle, alimentées par une combinaison fâcheuse de facteurs historiques. La science médicale d'abord qui tâtonne encore au XIX^e siècle (on en est encore au *Tota mulier in utero* d'Hippocrate) voit dans la femme une malade perpétuelle atteinte « d'infirmités » (comme les menstrues, les migraines, l'allaitement, la grossesse etc) qui la prédisposent à « souffrir et non à gouverner » et qu'il faut donc protéger en l'excluant de la sphère publique masculine. Une sexologie balbutiante s'appuyant sur les travaux d'Havelock Ellis, Edward Carpenter, relayés par les traductions des ouvrages d'August Forel, August Bebel, Otto Weininger²² commence à explorer les chemins du plaisir, mais décrit la femme comme un être aux appétits débridés. Le docteur Henry Maudsley ou le philosophe darwinien Herbert Spencer finissent d'épouvanter l'opinion en soutenant que le surmenage intellectuel rend la femme stérile ; la vulgate évolutionniste joue à son tour contre les femmes en établissant que ces dernières sont mal armées par

19. Entendons par essentialisme la croyance qu'il existerait une essence féminine dont découleraient des caractères féminins spécifiques et innés (ce postulat est commenté par Olive Banks dans *Faces of Feminism. A Study of Feminism as a Social Movement*, Oxford, Marton Robinson, 1981, p. 88). De nos jours on emploie plus volontiers la notion moins péjorative de différentialisme, c'est-à-dire la revendication de l'égalité dans la différence.

20. L'historienne Joan Scott rappelle combien le féminisme est « interne à son contexte historique discursif » (« Les femmes qui n'avaient que des paradoxes à offrir. Féministes françaises 1789-1945 », dans Hans Ulrich Jost, Monique Pavillon et François Vallotton [dir.], *La politique des droits. Citoyenneté et construction des genres aux XIX^e et XX^e siècles*, Perspectives politiques, Paris, Kimé, 1994, p. 13).

21. La première pétition adressée au parlement date toutefois de 1851.

22. Voir Ferdinand August Bebel, *Woman in the Past, Present and Future* (1883), London, Modern Press, 1885 ; August Henri, Forel, *The Sexual Question. A Scientific, Psychological, Hygienic and Sociological Study for the Cultured Classes* (1905), New York, [1908] ; Otto Weininger, *Sex and Character* (1903), s.l., Heinemann, 1906.

la nature pour aborder la lutte pour la vie. Dès 1870, on avance l'argument au parlement que le vote allait « a-sexuer » les femmes et que l'espèce accoucherait « d'un monstre répugnant que l'on voyait poindre à l'horizon : la femme-homme ». Le freudisme vient apporter, malgré lui, une caution scientifique à cette frénésie ; une littérature de propagande anti-féministe décrit des Ménades lascives ou hystériques, des Bacchantes stériles, esclaves de leur libido effrénée se livrant à de gigantesques saturnales et que l'on oppose à des madones génitrices idéalisées et rédemptrices²³. Si l'on ajoute à cela les préoccupations eugénistes (Galton, Pearson, Whetham et Forel)²⁴ à partir de la fin de l'époque victorienne, reprises par les femmes médecins elles-mêmes – Elisabeth Anderson, qui souscrit à l'idée de la femme « éternelle blessée », ou Arabella Kenealy agitant l'épouvantail de la dégénérescence physique des femmes sportives aux muscles hypertrophiés – on comprend que le spectre de la masculinisation ait fini par prendre corps²⁵. On annonça la confusion des genres, la presse parla du troisième sexe androgyne à propos de la bicyclette : c'était la fin des femmes mères, c'en était fait de la race britannique. Il n'est donc pas étonnant que les militantes de tout bord, pénétrées de patriotisme citoyen aient réaffirmé haut et fort la spécificité biologique de la femme pour rassurer les esprits des docteurs, des eugénistes, des moralistes qui pensaient que son émancipation serait fatale à la grandeur britannique. Car en dépit de l'étendue de son Empire, l'Angleterre apparaissait de plus en plus comme un colosse aux pieds d'argile. Jamais les frontières entre les genres et les rôles sexuels n'avaient été aussi officiellement marquées²⁶. La formation des futurs administrateurs de l'Empire, l'une des vocations affichées des *public schools*²⁷, la christianité musclée préconisée par Charles Kingsley²⁸ trouvèrent leur contrepartie dans une politique « maternaliste » destinée à asseoir la puis-

23. En témoignent les dystopies (ou contre-utopies) qui paraissent entre 1905 et 1909 annonçant un terrible crépuscule démographique dans la nation britannique peu après la radicalisation du mouvement avec la formation des suffragettes.

24. On pourra en mesurer les effets par exemple dans Neil Davie, *Les visages de la criminalité. À la recherche d'une théorie scientifique du criminel type en Angleterre (1860-1914)*, Sociétés, Paris, Kimé, 2004.

25. La presse publie des caricatures de femmes ayant perdu toute féminité ; significativement le projet de loi visant à donner le droit de vote en 1911 (*Conciliation Bill*) fut rebaptisé ironiquement « loi pour l'abolition totale des distinctions sexuelles ».

26. Trop longtemps négligée par la critique, l'étude de la masculinité fait à présent plus clairement apparaître les comportements sociaux des hommes comme contingents et dépendants d'un contexte historique donné. Sur la construction des rôles masculin et féminin voir par exemple Harry Brod (ed.), *The Making of Masculinities, The New Men's Studies*, Boston, Allen and Unwin, 1987 ou Michael Roper et John Tosh (eds), *Manful Assertions. Masculinities in Britain since 1800*, Londres, Routledge, 1991 ou encore André Rauch, *Le premier sexe. Mutations et crise de l'identité masculine*, Histoires, Paris, Hachette littératures, 2000, ainsi que la préface d'Alain Corbin et l'introduction de Judith Surkis dans Régis Revenin [dir.], *Hommes et masculinités de 1789 à nos jours. Contributions à l'histoire du genre et de la sexualité en France*, Mémoires/Histoire, Paris, Autrement, 2007.

27. Voir par exemple J. A. Mangan et James Walvin (eds), *Manliness and Morality. Middle-Class Masculinity in Britain and America, 1800-1940*, Manchester, Manchester University Press, 1987.

28. Charles Kingsley fut le co-fondateur du mouvement socialiste chrétien qui ne dissociait pas l'activisme religieux de la pratique intensive du sport.

sance britannique dans le monde²⁹. Le rôle joué par la différence sexuelle dans la reconnaissance citoyenne mérite donc d'être réévalué à la lumière de ce contexte historique³⁰.

Interpréter la différence des sexes comme le fondement de la revendication suffragiste ne paraît guère plus tenable si l'on se souvient que, de 1867 à 1918, la fonction sociale de la femme, jugée vitale pour l'Empire, fut également largement invoquée par les hommes, comme par les femmes, pour les exclure. L'argument essentialiste a longtemps pesé de tout son poids contre l'obtention du vote parlementaire et plus particulièrement chez les *Women-Antis*³¹, soucieuses de voir les Victoriennes consacrer toute leur énergie à la perpétuation de la race et ainsi à l'hégémonie impériale britannique. L'une des plus vociférantes d'entre elles, Miss Eliza Linn Lynton décrit le suffragisme comme « une rébellion des femmes contre leurs devoirs naturels ». Il suffit de se pencher sur les pages que la *National Review* consacra au sujet pour se convaincre de l'importance de ce que l'historienne Antoinette Burton appelle « impérialisme maternel » (*maternal imperialism*) : « la femme EST assujettie, non pas à l'Homme mais à l'Enfant, au futur de la Race »³². Il semble bien, au contraire, que la spécificité féminine ait conduit nombre de femmes à interpréter leur responsabilité raciale comme « la forme suprême de responsabilité nationale »³³ et ainsi conforté beaucoup d'hommes dans l'idée que leur opposition au suffrage féminin était un acte de salut public, une forme de patriotisme : « la femme qui n'est ni épouse, ni mère, ni femme d'intérieur est anormale ; en tant que femme c'est une ratée, quelles que soient ses capacités par ailleurs, ce n'est pas ainsi que se construit une nation »³⁴. Il est donc difficile à ce stade de soutenir que les préjugés auraient fonctionné positivement. On est tenté de penser que la spécificité féminine a, au contraire, contribué à retarder l'émancipation des femmes et que le genre fut plutôt un obstacle à la pleine citoyenneté. C'est là, soit dit en passant, tout le paradoxe du féminisme souligné par Joan Scott dans *La citoyenne paradoxale*³⁵. Car en se présentant comme une catégorie homogène (unies par

29. On lira à ce sujet Antoinette Burton, *The Burdens of History. British Feminists, Indian Women and Imperial Culture, 1805-1914*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1994.

30. Y compris sans doute le *Home and Politics* de Millicent Fawcett qui n'est d'ailleurs pas exempt d'égalitarisme et laisse entrevoir un argumentaire plus complexe qu'il n'y paraît (Londres, Women's Printing Society, 1893).

31. Longtemps oubliées, gommées par les historiens, traitées d'antiféministes, l'heure est à leur réhabilitation : on souligne désormais le rôle des « Antis » dans l'effondrement des barrières entre les sexes, car ces femmes brillantes, montées sur l'estrade publique pour réaffirmer que la place de la femme était dans son foyer, ont surtout prouvé combien ce rôle était dépassé. Voir par exemple Julia Bush, *Edwardian Ladies and Imperial Power*, Londres, Leicester University Press, 2000 ou du même auteur *Women Against the Vote*, Oxford, Oxford University Press, 2007.

32. E. B. Harrison, 'Pause', *National Review*, volume 60, octobre 1912, p. 258.

33. Antoinette Burton, *The Burdens of History*, ouv. cit., p. 49.

34. Lawrence Alma Tadema, 'The suffrage danger', *National Review*, volume 59, juillet 1912, pp. 879-880.

35. *La citoyenne paradoxale. Les féministes françaises et les droits de l'homme*, Paris, Albin Michel, 1998 [1996]. « La position même du féminisme était elle aussi paradoxale parce qu'elle maintenait que

la maternité) les femmes ont encouragé malgré elles leur représentation en tant que collectif social³⁶.

LA RECHERCHE DE L'ÉGALITÉ

Pour autant ce n'est pas à une représentation de leur « spécificité de femme » (qui était au contraire ce qui les excluait), qu'aspirent les veuves et les célibataires qui réclament le droit de vote en 1867, tout au plus un privilège de classe : elles souhaitent simplement rejoindre en toute justice l'électorat masculin qui a les mêmes revenus qu'elles (la loi va en effet accorder le droit de vote à tous les propriétaires et aux locataires payant un loyer annuel d'au moins 10 livres sterling). En 1885, les militantes ne demandent pas non plus le droit de vote pour l'ensemble des femmes ; elles ne contestent pas les critères sélectifs d'attribution du vote, mais s'insurgent contre la discrimination qui s'exerce contre celles dont la quotité d'imposition était *égale* à celles des hommes autorisés à voter. C'est la raison pour laquelle, au début de la campagne, John Stuart Mill, le philosophe utilitariste, s'appuyant sur le discours individualiste des suffragistes elles-mêmes, tente de jouer la carte de l'universalisme³⁷. Il introduit la notion de justice, jusqu'alors inusitée, en avançant précisément que le genre ne devait pas être un obstacle à l'égalité entre hommes et femmes : la question du suffrage, explique-t-il, est « expédiente » parce qu'elle est « juste »³⁸. Il s'agit bien d'un combat pour l'égalité d'individus de la même classe socio-économique ; de la reconnaissance que femmes et hommes ont les mêmes droits. Ce discours individualiste est plus fréquent que l'on se plaît généralement à le souligner. Dans une lettre à Richard Pankhurst datée de 1868, Lydia Becker rappelle que son devoir de contribuable doit en toute justice être assorti du droit de vote, reconnaissance ultime à ses yeux de la commune humanité de la femme et de l'homme³⁹. La romancière et historienne Julian Wedgwood et la poétesse Louisa Shore militent dans le même but, réclamant significati-

les femmes étaient des individus, et qu'en même temps elle admettait le naturel ou l'inévitabilité de la différence » (Joan Scott, « Les femmes qui n'avaient que des paradoxes... », art. cité, p. 18).

36. Ce point est développé par Anna Rossi-Doria, « Égalité des droits et différence de genre dans la pensée politique suffragiste », dans Hans Ulrich Jost, Monique Pavillon et François Valloton [dir.], *La politique des droits*, ouv. cité, pp. 27-41).

37. La question de l'égalité des sexes l'opposa à Auguste Comte qui, lui, continuait à défendre la hiérarchie domestique du passé. Voir John Stuart Mill, *Auguste Comte et le positivisme*, édition établie par Michel Bourdeau, Commentaires, Paris/Montréal, L'Harmattan, 1999. Voir également Annie Petit, « La femme dans la politique positive : les débats entre Auguste Comte et Stuart Mill », dans *Femmes dans la Cité, 1815-1871. Actes du colloque organisé par le Centre d'Histoire du XIX^e siècle et la Société d'histoire de la révolution de 1848*, Grâne, Créaphis, 1997, pp. 461-480.

38. Pierre Rosanvallon fait de l'utilitarisme son argument phare en prenant appui sur le mot « *expediency* » utilisé par John Stuart Mill dans son discours aux Communes le 20 mai 1867. Or, Mill, en fait, dans sa proposition d'amendement au projet de loi, ne dissocie pas le mot de l'idée de justice.

39. Ou, selon ses propres termes, « du principe que chaque âme humaine est un Royaume – disons plutôt un univers – dont l'individu est seul souverain » (voir Jane Rendall, 'Citizenship, Culture and Civi-

vement le suffrage « davantage pour ce qu'il ferait de nous que pour ce qu'il nous apporterait » : Louisa Shore voit en effet dans la citoyenneté l'occasion de développer son « muscle moral et intellectuel »⁴⁰.

Mais comme l'avait compris bien avant l'heure Millicent Fawcett, ces revendications se heurtant à un contexte encore défavorable et contraires aux critères jusqu'ici appliqués lors de toute réforme électorale devraient attendre l'œuvre de l'Histoire⁴¹. Lorsque devenues un groupe économique visible, les femmes firent la preuve de leur maturité intellectuelle⁴², il devint difficile de les exclure plus longtemps. En 1917, elles étaient désormais partie prenante d'un nouvel ordre économique qu'elles avaient contribué à créer et dont elles mesuraient les enjeux. Reconnaître la citoyenneté des femmes, c'était leur donner « le pouvoir et le droit de faire entendre directement leur voix »⁴³, selon le premier ministre Asquith. Elle s'imposa à tous les esprits même les plus conservateurs dès lors que ces dernières remplissaient à la fois les conditions censitaires et capacitaires définies par la tradition électorale britannique. Comme l'avouait alors l'helléniste Robert Francis Cholmeley, « leur accorder le suffrage est bien plus dans l'intérêt de la politique anglaise que dans celui des femmes elles-mêmes »⁴⁴. Ce n'est donc pas en tant que sexe que les femmes furent reconnues comme citoyennes, mais en tant que groupe économique : leur contribution à l'effort de guerre avait marqué un tournant et les rendait à présent aptes à défendre leurs propres intérêts et à contribuer à celui de la nation – en 1917 Lord Cecil fut particulièrement explicite à ce sujet : « ce vote n'a rien à voir avec leur sexe, il est lié à leur occupation et leur position sociales ». Dans les années à venir, poursuivit-il aux Communes, « il y aura un grand nombre de femmes qui travailleront et s'intéresseront réellement à la politique industrielle et économique de leur pays ; celles-ci ont le droit de voir leurs intérêts représentés non pas en vertu de leur sexe [...] mais en vertu de leurs intérêts de citoyennes de ce pays »⁴⁵. Autrement dit, c'est en grande partie l'importance et l'expérience économique croissantes et déterminantes que les femmes avaient acquises depuis et pendant la guerre qui fit basculer nombre d'opinions, à commencer par celle d'Asquith, très hostile au vote des femmes lorsqu'il était premier ministre⁴⁶.

lisation : the Language of British Suffragists, 1866-1874', dans Caroline Daley et Melanie Nolan (eds), *Suffrage and Beyond. International Perspectives*, New York, New York University Press, 1994, p. 134).

40. Voir Jane Lewis (ed.), *Before the Vote was Won*, Londres, Routledge, 2003, p. 218.

41. Voir son célèbre article dans *The Nineteenth Century*, mai 1886.

42. On comprend pourquoi, malgré de nombreux députés acquis à la cause « toute théorique » du vote impérial féminin (400 députés la soutiennent en 1916), l'exclusion des femmes se maintint jusqu'en 1918.

43. *Parliamentary Debates* (ci-après *P. D.*), volume 92, 28 mars 1917, c. 469. L'idée est récurrente dans les débats (*P. D.*, 19 juin 1917, c. 1662, 1714, 1716 ; *P. D.*, volume 93, 22 mai 1917, c. 2148).

44. Robert Francis Cholmeley, *The Women's Anti-Suffrage Movement*, Londres, National Union of Women's Suffrage Societies, 1908, p. 10-11.

45. Lord H. Cecil, *P. D.*, 19 juin 1917, c. 1661-62.

46. *P. D.*, 28 mars 1917, c. 469.

Partant, dans leurs principes, les critères de citoyenneté qui s'appliquèrent aux femmes ne dérogeaient pas à la tradition britannique.

Cette nouvelle avancée démocratique est sous-tendue par une incontestable évolution des mentalités⁴⁷, qui infirme encore davantage la thèse de Pierre Rosanvallon. En effet, la loi de 1918 scelle davantage la reconnaissance de l'égalité des sexes que l'affirmation de leur dissemblance. La notion de justice qu'avait introduite Mill en 1867 (et reprise par le conservateur Eastwick qui, en 1872, s'insurgeait qu'«un voyou ait le droit de vote mais pas Mary Somerville»⁴⁸) avait fait son chemin dans les esprits. En 1917 Lord Cecil l'invoque à nouveau à la veille des débats : «le vote donnera aux femmes une influence politique légitime [...], je suis convaincu de ce point de vue que le suffrage féminin est un acte raisonnable de justice»⁴⁹ – et la presse nationale quelques jours avant le vote de la loi de 1918⁵⁰. Se fit jour alors, subtile mais néanmoins sincère, la reconnaissance balbutiante du principe d'égalité entre les sexes, ce qui était sans précédent.

LA RECONNAISSANCE DU PRINCIPE D'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

Au début du siècle, l'exclusion politique des femmes commence en effet à être perçue comme inacceptable, – ce qui n'échappe pas à Keir Hardie en 1907 : «les femmes sont de plus en plus partie prenante dans le monde du travail ; il en découle qu'elles doivent avoir le droit de citoyenneté. Sinon elles pâtiront d'une législation sexiste de la même manière que les hommes ont pâti d'une législation de classe»⁵¹ – et qui irrite plus d'un de ses compatriotes masculins. On le perçoit notamment dans cette déclaration de l'historien John Buchan s'adressant aux membres de son parti : «il est du devoir des Conservateurs [...] de n'accepter que des critères pertinents ; que les citoyens soient hommes ou femmes a aussi peu d'importance que la couleur de leurs cheveux [...] si le vote est refusé à une femme compétente et instruite, alors qu'elle est un véritable atout pour l'État, [...] non pas parce qu'elle n'est pas citoyenne, mais parce qu'elle est une femme, on se rapproche d'une doctrine très dangereuse. Nous ne sommes pas loin de

47. Ce fut aussi l'analyse de Chrystal Macmillan, à la veille de la guerre (*Facts vs Fancies on Woman Suffrage*, London, P.S. King and Son, 1914, p. 29) : «le pays qui reconnaît la pleine citoyenneté de ses femmes tourne pour toujours le dos à la fausse doctrine que les femmes n'ont de valeur que si elles servent les intérêts des hommes. L'État les met ainsi en position de s'aider elles-mêmes et en conséquence les rend davantage capables d'aider l'État. Dans ce pays le Parlement a plusieurs fois affirmé la justice du principe du suffrage féminin.»

48. *P. D.*, 3^e série, volume 211, 1^{er} mai 1872, c. 22.

49. *P. D.*, 19 juin 1917, c. 166. Voir aussi Sir A. Mond, *P. D.*, 19 juin 1917, c. 1714.

50. Le *Times* du 10 janvier 1918 écrit qu'il y aurait «injustice à priver les femmes du vote».

51. Angela V. John et Claire Eustance (eds), *The Men's Share. Masculinities, Male Support and Women's Suffrage in Britain, 1890-1920*, London, Routledge, 1997, p. 165.

dire alors que le sexe mâle est la seule raison suffisante pour l'obtention du Suffrage»⁵². Mais les avoir exclues en tant que genre n'impliquait pas de les inclure sur ce même critère. Bertrand Russell, membre exécutif de la Ligue masculine pour le suffrage des femmes (*Men's League for Women's Suffrage*), rappelle avec véhémence à ses militants, le 17 décembre 1907, que leur mouvement ne cherchait nullement à promouvoir un droit de vote «genré» : «ce n'est PAS ce suffrage là que nous réclamons ce soir, ni même pour ces raisons là [...]. Ce que les hommes et les femmes réclament c'est le droit d'exprimer leurs volontés [...]. Les femmes réclament le vote principalement parce qu'il leur donnera le pouvoir politique de se faire entendre»⁵³.

Comme en témoigne la fondation en 1907 de la *Men's League for Women's Suffrage* et de plus de trente associations masculines suffragistes, toutes appartenances politiques et religieuses confondues formées entre 1907 et 1913⁵⁴, une prise de conscience de plus en plus marquée de la commune humanité des hommes et des femmes apparaît et l'on note un effort (certes encore discret, mais néanmoins indéniable) de remise en question des relations de genre⁵⁵. L'étude d'Angela V. John et Claire Eustance sur le soutien apporté par les nombreuses organisations masculines montre que, loin d'être une guerre des sexes, la campagne pour le suffrage prit peu à peu la forme d'un combat pour l'égalité. Plus on relit les débats qui s'engagèrent aux Communes, plus le sentiment augmente que les femmes devenaient les égales de leurs homologues masculins. Ce fut une évidence par exemple pour tous ceux qui s'opposèrent avec virulence à l'octroi du vote des femmes comme récompense pour services rendus pendant la guerre. Le député Watson déclara : «je suis convaincu qu'obtenir le suffrage comme récompense serait le dernier de leurs souhaits ; elles le méritent comme un droit»⁵⁶. Dans les débats qui suivirent, l'idée fut non seulement jugée absurde⁵⁷, mais surtout scandaleuse par nombre de députés qui s'insurgèrent contre cette offense faite aux femmes : «(M. Hobhouse argue) que les femmes ont accompli un travail formidable pendant la guerre et qu'en conséquence elles doivent en être récompensées par le vote. J'ai déjà entendu cet argument, ce n'est qu'une parodie, insultante de surcroît, de

52. 'Women's Suffrage : A Logical Outcome of Conservative Faith', *The Conservative and Unionist Women's Franchise Review*, janvier 1911, p. 84-85).

53. Discours prononcé à Queen's Hall le 17 décembre 1907, pamphlets de la *Men's League for Women's Suffrage*, London, Harbert & Miren, 1907, p. 9-13. Sentiment partagé par le député W. H. Dickinson, membre de la *Men's Suffrage League* : «notre seul but doit être l'humanité, la femme doit revendiquer le vote, pas nécessairement parce qu'elle est une femme, mais parce qu'elle est un être humain», *idem*, p. 8.

54. Et de plus de trente associations masculines suffragistes, toutes appartenances politiques et religieuses confondues, formées entre 1907 et 1913.

55. Voir en particulier les chapitres 1 et 6 dans Angela V. John et Claire Eustance (eds), *The Men's Share?*..., ouv. cité.

56. *P. D.*, 22 mai 1917, c. 2163.

57. *P. D.*, 19 juin 1917, c. 1662.

l'argument initial, mais je ne l'ai jamais entendu dans la bouche d'un partisan du suffrage féminin. Aucune suffragiste ne songerait à l'invoquer ; ce n'est même pas un argument digne de ce nom »⁵⁸.

L'on distingue, peu à peu, non pas une réaffirmation de la différence des sexes, seule source de l'exclusion des femmes, mais une aspiration à sa dissolution, que confirme également l'historienne Carolyn Spring : « dans les débats de 1917 l'exercice de l'opinion politique [...] trouva sa justification [...] dans des conceptualisations de plus en plus nébuleuses de la masculinité et de la féminité [...] conséquence de l'estompement progressif des catégorisations liées aux rôles sexuels »⁵⁹.

Malgré leurs aspects souvent essentialistes, les pamphlets des militantes radicales ne soulignent pas moins que le vote des femmes est un acte de justice philosophique. Contre les détracteurs des suffragettes, Emmeline Pankhurst invoque avec une exaspération perceptible les concepts républicains français : « nous sommes des êtres humains au même titre que vous : [...] nos cœurs aussi s'enflamment quand nous lisons les grandes devises qui célèbrent la liberté dans notre pays ; quand nous nous rendons en France et lisons les mots liberté, égalité, fraternité, ne croyez-vous pas que nous apprécions le sens de ces mots ? »⁶⁰. Sa fille Christabel dément tout autre fondement à leur combat : « la liberté, l'égalité, la fraternité sont les conditions essentielles de toute vie corporative [...]. L'idée que quelque chose d'autre, ou de moins, que l'égalité peut servir de base satisfaisante aux relations entre les sexes fleurit toujours. Cette idée est absolument fausse »⁶¹. Teresa Billington-Greig, militante proche de l'*Independent Labour Party*, proclame, elle, que « le principe de l'égalité entre les sexes (est) absolument essentiel à l'instauration d'une véritable démocratie »⁶². Lorsque Ethel Snowden proclame que « l'égalité des hommes et des femmes [...] en tant qu'êtres humains dans toutes les sphères d'activité dans lesquelles le sexe n'est pas essentiel est l'un des points centraux du féminisme »⁶³, la connotation genrée de la revendication suffragiste s'affaiblit considérablement.

Par ailleurs l'introduction dans le projet de loi de 1917 de clauses restrictives d'âge provoqua de vives réactions d'indignation qui témoignent que beaucoup d'hommes étaient réticents à la transcription dans les textes d'une différence entre les sexes. Sir George Cave se fit le porte parole de

58. Voir aussi Sir J. Simon, *P. D.*, 19 juin 1917, c.1675, 1686, 1687.

59. Angela V. John et Claire Eustance (eds.), *The Men's Share?...*, ouv. cité, p. 175.

60. *Why we are Militant*, London, Woman's Press, 1914, p. 10.

61. Christabel Pankhurst, *The Parliamentary Vote for Women*, Manchester, Abel Haywood & Son, s.d., pp. 3-4.

62. Teresa Billington-Greig, *Sex Equality vs Adult Suffrage*, Manchester, William Morris Press, 1908, p. 6 (rapport verbatim du débat du 3 décembre 1907).

63. Ethel Snowden, *The Feminist Movement*, London, Collins, s.d., pp. 246-247. Elle définit d'ailleurs significativement le féminisme comme « la reconnaissance pleine et complète de l'humanité de la femme », autrement dit sa reconnaissance comme un individu à part entière (*idem*, p. 9).

ceux qui virent dans cette clause une « anomalie »⁶⁴, voire une discrimination de plus : « ainsi l'on ne supprime pas la distinction entre les sexes, l'on invente une nouvelle distinction, aussi absurde et humiliante aux yeux de tous que la distinction existante »⁶⁵. Il fut suivi par de nombreux députés qui commençaient à penser comme Sir Alfred Mond que cette différence n'avait pas sa place en politique : « les nations ne sont pas divisées entre hommes et femmes ; les nations sont composées de citoyens et ce n'est pas la différence sexuelle mais la co-citoyenneté qui crée l'État »⁶⁶. Comme beaucoup de ses concitoyens, Sir James Walton eut alors le sentiment que la loi de 1918 ouvrirait une ère nouvelle, celle de l'égalité politique des sexes⁶⁷.

Aussi l'inscription politique de la différence des sexes, soit par le statut soit en faisant des distinctions artificielles (âge, femmes mariées, célibataires), parut-elle insupportable aux militantes elles-mêmes. Ethel Snowden s'y opposa fermement : « le principe du statut et du traitement égaux doit être établi [...] le favoritisme actuel n'est pas souhaitable pour les femmes [...] l'idée féministe que tout être humain, homme ou femme, doit être reconnu par la loi comme un individu capable de se débrouiller seul [...] est moins déshonorante pour les femmes ; elle est aussi moins infamante pour les hommes »⁶⁸. Emily Faithfull, contributrice de l'*English Woman's Journal*, dénonça aussi toute mesure de discrimination positive envers les femmes : « chacune d'entre elles devrait avoir la liberté de gagner sa vie en se servant de toutes les facultés dont Dieu l'a pourvue. Dans cette entreprise je ne demande aucune faveur pour elle parce qu'elle est femme, je demande seulement qu'on ne l'empêche pas de le faire »⁶⁹. À chaque individu de faire ses preuves, non de revendiquer des droits au titre de son sexe, comme l'avait préconisé Harriet Taylor : « la sphère qui convient à chaque être humain est la plus haute et la plus vaste qu'il soit capable d'atteindre [...]. Que toutes les occupations soient ouvertes à tous, sans favoriser ni décourager personne, et les emplois passeront alors entre les mains des hommes et des femmes qui auront montré qu'ils sont les plus capables de les exercer dignement [...]. Chaque individu fera la preuve de ses capacités de la seule façon possi-

64. *P. D.*, 28 mars 1917, c. 2208.

65. *P. D.*, 22 mai 1917, c. 2190, 19 juin 1917, c. 1690 ; il alla même jusqu'à demander qu'une loi électorale séparée affranchisse les femmes pour réparer l'injustice faite au sexe tout entier (22 mai 1917, c. 2190 ; *idem* Sir F. Banbury, 20 juin 1917, c. 1840 et Mr Hemmerde, 20 juin 1917, c. 1907).

66. *P. D.*, 19 juin 1917, c. 1712. Mr Scott, en bon démocrate, s'insurge qu'une différence soit faite entre les sexes, 19 juin 1917, c. 1690.

67. *P. D.*, 19 juin 1917, c. 1707.

68. Ethel Snowden, *The Feminist Movement*, ouv. cité, pp. 238-239. On constate chez les anti-suffragistes le même refus d'accepter que l'on applique des « règles spéciales » pour favoriser les femmes dans l'arène politique (voir Elizabeth Lynn Linton, *The Girl of the Period, and other Social Essays*, 2 volumes, volume 1, London, R. Bentley & Son, 1883, p. 83), ce qui démontre, une fois encore, combien le principe strictement égalitariste était répandu.

69. *English Woman's Journal*, septembre 1861, cité par Jane Rendall, *Equal or Different. Women's Politics 1800-1914*, Oxford, Blackwell, 1987, p. 125.

ble qui soit – en s’essayant à la tâche »⁷⁰. Lord Cecil avait cru bon mettre ses contemporains en garde contre l’égalitarisme à tout crin dans ce domaine : « l’égalité de capacité n’existe pas et chaque fois qu’il s’agit de capacité et non de droit, l’égalité n’a pas sa place dans la discussion »⁷¹. Teresa Billington-Greig et Frances Power Cobbe⁷² firent toujours preuve à cet égard de la même inflexibilité : « certains voudraient des lois spéciales qui donnent aux femmes un suffrage spécial sur des bases spéciales [...]. Je m’oppose à de tels plans. Je veux une reconnaissance égale »⁷³.

*

À l’ère édouardienne l’essentialisme avait donc cédé du terrain : « personne ne niera qu’à certains égards les sphères des hommes et des femmes diffèrent ; mais dire qu’ils sont différents de manière essentielle et que toute la différence est due à des causes naturelles, c’est tout simplement vouloir aveugler la raison »⁷⁴. Jamais le vote n’était autant apparu comme une chance de reconstruire les relations entre les sexes⁷⁵. Il n’est pas difficile de deviner ce qu’aurait pensé des mesures en faveur de la parité Ethel Snowden, qui écrivait dans *The Feminist Movement* : « certains esprits peureux s’effraient à la pensée que les femmes voudront siéger au Parlement [...]. Cela fait évidemment partie de la demande féministe. C’est du féminisme à l’état pur. Mais il faut ne faut pas oublier [...] que les femmes ne pourront jamais aller au Parlement parce qu’elles le désirent. Il leur faudra passer par les mêmes portes que les hommes. Il faudra qu’elles persuadent une circonscription de les élire »⁷⁶.

Si rien, désormais, n’empêchait plus les femmes d’accéder aux fonctions parlementaires à partir de 1918, la discrimination qui ne cessa de s’exercer à leur égard, notamment au sein des partis politiques, aboutit quatre-vingt dix ans plus tard à un bilan désastreux (en effet, seules 290 d’entre elles sont parvenues jusqu’ici à entrer à Westminster). Pour augmenter le nombre d’élues les députées se sont donc résignées à faire adopter des mesures de discrimination positive. Néanmoins leur désir de faire reconnaître leur

70. Voir Harriet Taylor, ‘The Enfranchisement of Women’ paru dans la *Westminster Review* (1851).

71. Lord H. Cecil, *P. D.*, 19 juin 1917, c. 1658.

72. « Nous ne réclamons pas des faveurs mais la Justice » clamait Frances Power Cobbe (*The Duties of Women*, Londres, Williams and Norgate, 1881, p. V).

73. Teresa Billington-Greig, *Sex Equality vs Adult Suffrage*, ouv. cité, p. 8.

74. Robert Francis Cholmeley, *The Women’s Anti-Suffrage Movement*, ouv. cité, p. 5-6. Il est intéressant de comparer ce point de vue avec celui de Frances Power Cobbe : « nous désirons le vote parce que tout en croyant que les hommes et les femmes ont des occupations différentes dans la vie, nous maintenons qu’ils ont tous deux la même tâche à accomplir quand il s’agit de choisir des représentants politiques ; c’est-à-dire l’élection conjointe d’un Sénat qui garantira avec un soin égal les droits des deux sexes » (*Why Women Desire the Franchise*, Londres, National Union of Women’s Suffrage Societies, [1877], p. 4).

75. Ce que semblaient souhaiter de nombreux partisans masculins. Voir Angela V. John et Claire Eustance (eds.), *The Men’s Share?...*, ouv. cité, p. 30.

76. Ethel Snowden, *The Feminist Movement*, ouv. cité, p. 201.

égalité explique sans doute pourquoi la Grande-Bretagne, se distinguant encore une fois de la France, ne s'est pas engagée tête baissée dans la parité. La caducité en 2015 du *Sex Discrimination Act*⁷⁷, formidable tremplin de l'ascension politique de nombreuses femmes, n'est-elle pas la preuve que les Britanniques sont bien conscients de ses dangers ?

*Martine Monacelli est professeur de civilisation britannique
à l'Université de Nice-Sophia Antipolis*

77. Cette loi donne aux partis politiques la liberté d'introduire des quotas sans tomber sous le coup de la loi de 1975 interdisant toute discrimination sexuelle.